

*Dans la joie de l'Espérance (Rm 12,12)*

Aux fidèles du diocèse de Nevers

Le 5 octobre 2021

Frères et sœurs,

La Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise, présidée par M. Jean-Marc Sauvé, vient de rendre public son rapport. Certains d'entre vous ont pu suivre la diffusion de la cérémonie de remise de ce rapport au président de la Conférence des évêques de France, Mgr Eric de Moulins-Beaufort, et à la présidente de la Conférence des religieux et religieuses de France, sœur Véronique Margron. Vous trouverez sur le site internet de notre diocèse ainsi que sur celui de la Conférence des évêques de France la réponse faite par Mgr de Moulins-Beaufort à M. Sauvé.

Le constat que dresse ce rapport, dont il nous a été rendu compte dans ses grandes lignes, est effroyable. Il met au jour un ensemble de pratiques, de 1950 à nos jours, qui font honte à notre Eglise. Ce rapport a été constitué avec méthode et en associant diverses compétences. Il est fiable et d'autant plus glaçant de par l'ampleur des faits qu'il énonce. Le nombre estimé de victimes, mineures au moment des faits, est colossal : 216 000 pour les victimes de prêtres ou de religieux, 330 000 si l'on y ajoute les victimes de laïcs dans le cadre de leur mission ecclésiale. Quant au nombre de prêtres agresseurs, il s'élève à 3000 environ, c'est-à-dire à 3% du nombre de prêtres, de 1950 à nos jours.

Ce ne sont que quelques chiffres, qui ne suffisent pas à dire et encore moins à expliquer ce qui s'est passé – et se passe encore même si plus de la moitié des agressions se situent entre 1950 (début de la période analysée) et 1969. Derrière les chiffres il y a des vies, des vies parfois brisées. Derrière les chiffres il y a des actes, pervers et violents. Derrière les chiffres il y a des hommes, avec leurs névroses et leurs péchés. Derrière les chiffres il y a aussi le fonctionnement d'une institution, la perversion d'un système de relations, des abus d'autorité, des abus de confiance, la mainmise sur des consciences, l'utilisation d'enfants comme objets sexuels.

Ce rapport énonce des faits et des chiffres, mais il dénonce aussi des responsabilités. En premier celle des agresseurs, mais aussi celle des évêques qui ont fermé les yeux et protégé les agresseurs plus que les victimes. Et ce rapport pointe enfin la responsabilité de l'Eglise comme institution, dont le fonctionnement et parfois même une certaine théologie du sacerdoce ont permis ces dérives.

Enfin la Commission a travaillé, à la demande même des évêques de France, à des préconisations pour l'avenir. Celles-ci rejoignent en partie les décisions que les évêques de France ont prises et commencé à mettre en œuvre depuis l'Assemblée plénière de mars dernier, mais d'autres vont plus loin et nécessitent un travail de notre part pour mieux ajuster notre réponse aux attentes des victimes et de la société elle-même. Cela demandera quoi qu'il en soit une profonde conversion des cœurs et un certain nombre de décisions institutionnelles. Nous en parlerons lors des prochaines assemblées plénières à Lourdes.

Chers frères et sœurs, vous êtes profondément troublés et choqués par ces révélations. Moi-même, comme évêque, comme prêtre, comme homme, j'ai honte de tout cela. Notre diocèse n'a pas été exempt de ces drames, et il en reste de profondes blessures chez certains d'entre vous, témoins ou victimes de prêtres qui ont pu sévir dans des paroisses ou des institutions de notre diocèse.

Quelques victimes se sont manifestées, mais bien d'autres ne l'ont pas encore fait ou ne le souhaitent pas. Je tiens à les assurer de ma proximité et de ma disponibilité pour les recevoir. Je sais que les blessures sont parfois irréparables. Je leur demande pardon au nom de toute notre Eglise et m'engage avec tous les évêques à avancer encore sur le chemin de la prévention et de la réparation de ces crimes, autant qu'il est possible.

Les prêtres de notre diocèse, quant à eux, sont spécialement touchés par les révélations de ces agissements. Ils peuvent être blessés par des regards ou des discours qui les associent à leurs confrères fautifs. Il reste qu'au nom du Christ qui a porté les péchés qu'il n'a pas commis, nous devons porter tout cela dans l'humilité, et mettre notre propre vie, pas toujours exemplaire, sous le regard de sa miséricorde.

Il reste beaucoup de chemin à l'Eglise, notre Eglise diocésaine en particulier, pour devenir un signe visible du Christ Jésus. Son visage est trop souvent défiguré par ses disciples et ses ministres. Le Synode des évêques ouvert par le pape François, et notamment dans sa phase diocésaine, nous invite à renouveler en profondeur notre vie d'Eglise. L'Eglise est communion dans l'Esprit Saint, et c'est l'Esprit Saint qui doit imprégner, purifier, éclairer et vivifier toutes les relations. Sans lui, tout devient recherche de pouvoir et d'intérêt personnel. Sans lui, nous nous servons des autres au lieu de les servir. Sans lui, le meilleur est perverti. *Corruptio optimi pessima*, la corruption du meilleur est la pire, dit une ancienne maxime. C'est le cas pour ces abus sexuels commis par des ministres du Christ. Le Seigneur, cependant, reste fidèle à son Eglise et lui donnera les moyens, si nous revenons à lui, de la rendre meilleure à partir de ce qu'elle a montré de pire.

M. Sauvé, à la fin de son discours de présentation du rapport, a parlé d'espérance. Il a parlé en catholique, en chrétien. En catholique blessé, mais en chrétien confiant. Que le Seigneur donne ou rende force et espérance à tous ceux qui, comme lui, ont été ébranlés dans la confiance en leur Eglise.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "M. Sauvé". The signature is written in a cursive, slightly slanted style.